



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



SOMMAIRE DES CONSTATATIONS TIRÉES DES ACTIVITÉS DU DIALOGUE RURAL

De mars 2002 à mars 2006

Préparé par :

Division de la coordination régionale et du Dialogue rural
Secrétariat rural
Agriculture et Agroalimentaire Canada

N° de publication 10186F
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006

Canada

Le présent rapport sommaire est disponible sur le site Web suivant : www.rural.gc.ca/dialogue/reports_f.phtml.
Pour de plus amples renseignements sur le Dialogue rural, veuillez composer le 1 888 781-2222 (numéro sans frais).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Contexte	1
1.2 Objectifs.....	1
1.3 Limites du sommaire.....	2
2. SOMMAIRE DES CONSTATATIONS	3
2.1 Enjeux économiques	3
2.2 Enjeux sociaux.....	5
2.3 Enjeux environnementaux	7
2.4 Approches pour le développement rural.....	8
3. TENDANCES PRINCIPALES	9
4. CONCLUSION	10

SOMMAIRE DES CONSTATATIONS TIRÉES DES ACTIVITÉS DU DIALOGUE RURAL

De mars 2002 à mars 2006

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Lancé en 1998, le Dialogue rural (DR) — une discussion bidirectionnelle continue entre le gouvernement du Canada (GC) et les Canadiens des régions rurales, éloignées et nordiques¹ — est un élément clé de l'engagement des citoyens dans le cadre du Partenariat rural canadien (PRC). Le PRC vise à favoriser une approche horizontale du développement rural au sein du GC, qui permet de répondre aux priorités des collectivités rurales.

Le DR utilise des mécanismes comme les ateliers, les tables rondes, les forums, les conférences et les sondages pour permettre aux citoyens et aux intervenants ruraux de discuter de questions directement avec le gouvernement fédéral. Ce processus aide le GC à mieux comprendre les priorités locales et régionales, et fournit aux citoyens des régions rurales l'occasion d'influer les politiques, programmes et services du gouvernement qui les touchent. Le DR consolide l'approche axée sur le citoyen en matière de développement rural.

Le présent sommaire s'inspire de 34 rapports sur les activités du DR qui se sont déroulées de mars 2002 à mars 2006 et auxquelles ont participé plus de 2 000 personnes. Les constatations tirées du DR sont structurées selon quatre thèmes centraux : les *enjeux économiques*, les *enjeux sociaux*, les *enjeux environnementaux* et les *approches pour le développement rural*. Dans une section subséquente, on met l'accent sur les tendances et examine l'évolution des priorités et des questions rurales au cours de cette période de quatre années.

1.2 Objectifs

Les objectifs principaux du présent sommaire sont les suivants :

1. Donner un compte rendu concis et simple des constatations découlant du DR, telles qu'elles ont été exprimées par les Canadiens des régions rurales pendant les activités du DR et souligner les principales idées, mesures et solutions suggérées par eux.
2. Déterminer les tendances et enjeux nouveaux mentionnés par les citoyens des régions rurales pendant les activités du DR.

¹ Toute références subséquentes aux termes « rural / rurales / ruraux », qu'ils concernent des régions, des collectivités ou des citoyens, englobent les régions / collectivités « éloignées et nordiques » ou les citoyens y habitant.

Conformément à ces objectifs, le présent sommaire :

- donnera aux partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux un aperçu concis des principales questions qui importent aux Canadiens vivant au sein des collectivités rurales, telles qu'elles ont été mentionnées pendant les activités du DR;
- servira d'outil de référence au Secrétariat rural;
- servira de source de renseignements de base et offrira des sujets de discussion aux réseaux de responsables en matière de politiques et de recherche.

3. Limites du sommaire

En considérant ce sommaire, il faudrait tenir compte de ses deux limitations sous-jacentes :

- Les sujets, les enjeux et les recommandations présentés dans ce sommaire se limitent à ceux soulevés par les participants aux activités du DR et, par conséquent, peuvent ne pas toucher toutes les questions pouvant être importantes pour les Canadiens des régions rurales.
- Les activités du DR étaient souvent organisées différemment. Certaines étaient structurées, axées sur des thèmes et des sujets précis, alors que d'autres se voulaient des tribunes de discussions ouvertes et libres. Bien que les participants aient toujours été encouragés à s'exprimer librement, les différentes structures des activités du DR ont influé sur la portée et les résultats des discussions.

AVERTISSEMENT

Les recommandations, offertes par les participants aux activités du DR lors de discussions libres, qui sont hors des compétences fédérales sont incluses dans ce sommaire. Les points de vue exprimés ne sont pas nécessairement ceux du gouvernement du Canada.

2. SOMMAIRE DES CONSTATATIONS

Cette section résume les constatations principales découlant des 34 activités du DR qui se sont déroulées de mars 2002 à mars 2006. À des fins pratiques, les constatations sont classées sous l'un des quatre thèmes selon qu'elles soient principalement de nature économique, sociale ou environnementale ou qu'elles soient liées aux approches pour le développement rural. Ces quatre thèmes précis ont été choisis du fait qu'ils conviennent le mieux aux principaux enjeux, défis et priorités soulevés par les Canadiens vivant en milieu rural. Toutefois, il faudrait noter qu'en dépit de ce classement, plusieurs des enjeux soulevés sont transectoriels, étroitement liés et ne se rapportent pas exclusivement à l'un des thèmes. En plus des principaux thèmes et enjeux, chacune des sections ci-dessous porte sur certaines idées, mesures et solutions communes proposées pour traiter les défis liés au développement rural.

2.1 Enjeux économiques

Les principaux enjeux économiques soulevés pendant les activités du DR sont liés au thème « pérennité du mode de vie rural ». Ce terme porte sur les activités rémunératrices (comme l'emploi et l'activité entrepreneuriale) et sur les autres sources de revenu qui constituent les assises du bien-être économique d'une collectivité. Au cœur de cet enjeu est le fait que les citoyens des régions rurales trouvent de plus en plus difficile de gagner leur vie dans les secteurs traditionnels d'exploitation des ressources naturelles. Plus particulièrement, certains segments des secteurs de l'agriculture et des pêches ont connu des crises et des replis au cours des dernières années.

Les effets négatifs de ces replis sont ressentis non seulement par les agriculteurs et les pêcheurs, mais aussi par les collectivités toutes entières qui dépendent des revenus de ces secteurs pour propulser leur économie. Dans la Nouvelle-Écosse rurale, par exemple, le secteur des pêches génère plus de revenus que tous les autres secteurs combinés. Pour relever ces défis, les citoyens des régions rurales recommandent que le GC prenne en main l'élaboration de stratégies nationales viables à long terme pour les secteurs de l'agriculture et des pêches.

Compte tenu du déclin des secteurs traditionnels, les participants aux activités du DR reconnaissent de plus en plus l'importance de la diversification économique pour assurer la viabilité de l'économie rurale du Canada. Dans ce contexte, la diversification économique requiert non seulement la création de nouvelles entreprises et de nouveaux secteurs commerciaux, mais aussi la création de nouvelles possibilités au sein des secteurs traditionnels. Afin de créer ces nouvelles possibilités, les citoyens des régions rurales proposent que les personnes qui travaillent dans les secteurs traditionnels d'exploitation des ressources naturelles devraient songer à travailler dans les entreprises de production secondaire et de produits « à valeur ajoutée ». Toutefois, les participants estiment que les producteurs ne pourraient entreprendre ce type de restructuration sans l'aide des gouvernements. Pour mieux soutenir les producteurs, les participants aux activités du DR recommandent que le GC effectue des recherches et appuie des projets de recherche pour déterminer de nouvelles occasions et aide les producteurs à obtenir l'accès au capital nominal requis pour renforcer la capacité à tirer parti de ces occasions.

Pour ce qui est de favoriser la création de nouvelles entreprises et de nouveaux secteurs commerciaux, les citoyens des régions rurales sont également d'avis que les gouvernements ont un rôle à jouer. Les participants aux activités du DR soulignent que l'accès restreint au capital nominal constitue le principal obstacle au développement de l'entrepreneuriat et de l'entreprise dans les collectivités rurales. Les participants sont d'avis qu'il existe un manque d'accès aux grandes institutions financières. De plus, ils expriment leurs préoccupations à l'égard de la complexité des demandes de financement au gouvernement et de la rigidité de nombreux programmes gouvernementaux.

Pour mettre l'accent sur ce point, un participant a mentionné le *Action Committee on the Rural Economy* (ACRE), qui reçoit l'appui du gouvernement de Saskatchewan. Le Comité a déterminé 1 800 programmes, offerts par sept différents organismes à tous les ordres de gouvernement, qui soutiennent le développement de l'entrepreneuriat et de l'entreprise. En dépit de ce grand nombre de programmes, il demeure difficile de trouver celui qui convient et d'y avoir accès. La préparation des demandes et des rapports requis est souvent vorace en temps et coûteuse pour une petite organisation communautaire. De plus, la complexité des processus d'approbation et les délais fréquents et longs peuvent bloquer les projets et les initiatives communautaires et forcer les organisations à absorber des coûts supplémentaires. Les citoyens des régions rurales déterminent un besoin évident de simplifier autant le processus de demande des programmes gouvernementaux que le processus d'allocation des fonds de programmes. Ils proposent de plus la création d'un guichet unique destiné au public pour tous les programmes du GC axés sur le secteur rural.

Afin de créer un climat plus sain pour l'entreprise et l'entrepreneuriat au sein des collectivités rurales, les participants aux activités du DR recommandent également que le GC offre plus d'incitatifs fiscaux pour les entrepreneurs et alloue plus de fonds publics sous forme de mécanismes de participation au capital et de prêts de démarrage d'entreprise à faible intérêt. Les gouvernements devraient aussi utiliser leur influence pour amener un plus grand nombre d'institutions financières et de prêteurs importants dans les collectivités rurales. Cela est particulièrement important pour les collectivités des Premières nations qui font souvent face à des obstacles supplémentaires en matière d'accès au financement.

Un autre enjeu économique que les collectivités rurales considèrent essentiel est la détérioration de l'infrastructure physique. Tout particulièrement, les citoyens des régions rurales mentionnent souvent le manque de moyens de transport en commun fiables et économiques ainsi que l'usure des routes comme deux des plus grands obstacles au développement communautaire. Les piètres infrastructures de transport restreignent non seulement la mobilité des citoyens, mais elles créent aussi des obstacles et des coûts supplémentaires pour les entreprises et les entrepreneurs ruraux.

L'accès à la technologie et aux infrastructures fondées sur le savoir (technologie des télécommunications et service Internet à large bande) est une autre priorité. Les citoyens des régions rurales reconnaissent que l'amélioration de l'accès à la technologie à large bande est essentielle pour que les collectivités rurales puissent participer pleinement à l'économie du savoir, tirer parti des nouvelles possibilités d'affaires et exploiter les nouveaux marchés.

Les défis économiques liés au piètre état des infrastructures (physiques et fondées sur le savoir) sont particulièrement difficiles pour les collectivités autochtones, éloignées et nordiques où l'accès aux infrastructures est plus restreint. Les participants aux activités du DR proposent deux principales stratégies pour l'amélioration de l'accès à tous les types d'infrastructures :

- En premier lieu, les gouvernements devraient examiner les formules de financement par habitant qui désavantagent les collectivités rurales puisqu'elles ont généralement un faible taux de population occupant de grandes régions géographiques.
- En deuxième lieu, les collectivités devraient regrouper les services et les ressources afin d'utiliser plus efficacement les infrastructures existantes ou prévues et mieux faire valoir leurs besoins de fonds auprès des gouvernements.

2.2 Enjeux sociaux

La majorité des enjeux sociaux soulevés par les citoyens des régions rurales pendant les activités du DR sont étroitement liés aux enjeux économiques décrits ci-dessus et portent sur deux sujets, soit le « renforcement des capacités communautaires » et les « changements démographiques ».

La perception générale étant que de plus en plus de services sont offerts au niveau communautaire, les citoyens des régions rurales estiment qu'ils ne peuvent plus se fier autant aux influences extérieures pour offrir de l'encadrement et du soutien pour le développement de leurs collectivités. Pour que les collectivités demeurent viables, elles doivent développer une capacité pour entreprendre de la planification stratégique, définir des objectifs communs et déterminer des mesures qui permettront de relever leurs défis de développement. Bien que du soutien technique et financier sont requis des gouvernements, la planification stratégique devrait être un processus ascendant, dirigé par la collectivité.

Les participants aux activités du DR voient un rôle important pour tous les ordres de gouvernement peuvent jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de déterminer, d'élaborer et de distribuer les outils et les données qui pourraient être utiles aux collectivités lors de la planification de leur développement. À mesure que les collectivités cherchent à influencer et à contrôler davantage leur avenir, les citoyens reconnaissent que les dirigeants et les organisations communautaires doivent acquérir de nouvelles compétences et renforcer leurs capacités à relever divers défis liés au développement. Un solide leadership local est perçu comme étant particulièrement important dans le cadre de ce processus. Toutefois, trouver et maintenir un bassin solide de bénévoles peut s'avérer un défi majeur pour les collectivités rurales. De plus, il arrive fréquemment que ces derniers ne possèdent pas les compétences requises pour devenir des dirigeants communautaires efficaces et n'ont pas accès à la formation ou à l'apprentissage requis pour améliorer leurs compétences.

Les citoyens voient un grand potentiel pour que tous les ordres de gouvernement interviennent dans ce domaine, notamment en fournissant des fonds supplémentaires pour la prestation de cours de leadership et de perfectionnement des compétences dans les collectivités rurales. Même de petits montants peuvent s'avérer d'importants incitatifs dans le secteur bénévole. Bien que les collectivités rurales aient besoin d'un soutien immédiat dans ce domaine, le renforcement des capacités communautaires est perçu comme un processus progressif à longue échéance requérant des fonds, des politiques et un engagement des collectivités, qui est efficace dans cet environnement à long terme. Les citoyens reconnaissent également que les collectivités pourraient profiter du fait d'être plus inclusives en ce qui concerne la base de leadership, en y incluant plus de femmes, de personnes âgées, d'immigrants, de jeunes et d'Autochtones.

Un autre facteur, qui selon un bon nombre de citoyens des régions rurales rend difficile l'acquisition des compétences requises pour devenir des dirigeants communautaires efficaces, est l'accès limité aux études postsecondaires dans de nombreuses régions rurales. La grande majorité des universités et des collèges sont situés dans les centres urbains et disposent de très peu de campus satellites dans les régions rurales. Bien que de nombreux Canadiens vivant en milieu rural choisissent de déménager dans des centres urbains pour poursuivre des études postsecondaires, les coûts d'un tel déménagement peuvent être trop élevés pour certains. En dépit du fait que certaines institutions postsecondaires offrent de l'apprentissage à distance, l'accès limité à la technologie à large bande et de télécommunication dans les régions rurales n'en fait pas une option viable actuellement. Les citoyens estiment que les gouvernements pourraient intervenir dans ce domaine en appuyant les universités et les collèges à améliorer les programmes d'apprentissage à distance et en aidant à défrayer les coûts des études postsecondaires par la création de bourses supplémentaires conçues spécifiquement pour les étudiants des collectivités rurales.

Le déclin constant des populations est à la fois un symptôme immédiat et la cause sous-jacente des nombreux défis économiques et sociaux auxquels font face les collectivités rurales. Ce problème présente certains effets négatifs sur les collectivités rurales qui peuvent menacer sérieusement leur viabilité. Au nombre des plus sérieux effets, on peut citer la pénurie de main-d'œuvre et d'expertise, les fermetures d'entreprises, l'inactivité et le déclin économique ainsi qu'une assiette fiscale réduite qui peut menacer la capacité d'une collectivité à maintenir les services et les infrastructures clés. Les citoyens estiment que le taux élevé de jeunes qui quittent les régions rurales (ou « exode des jeunes ») et le faible taux d'immigration en régions rurales sont en grande partie les tendances expliquant le déclin actuel des populations rurales.

Parmi les nombreux défis auxquels font face les collectivités rurales, les participants aux activités du DR déterminent que trois en particulier sont les principaux facteurs causant l'exode des jeunes, soit : les possibilités limitées de poursuivre des études postsecondaires; les possibilités limitées d'emploi et de carrière; et le faible taux de participation des jeunes à la vie communautaire. Un grand nombre des suggestions mentionnées ci-dessus, par exemple, soutenir la diversification économique et l'entrepreneuriat, faciliter l'accès à l'éducation et renforcer les capacités des collectivités, pourraient constituer une amorce pour aborder certains de ces enjeux.

De plus, les citoyens proposent un certain nombre de stratégies précises visant à améliorer les possibilités de carrière des jeunes dans les collectivités rurales, notamment : les collectivités et les gouvernements devraient collaborer pour donner une formation professionnelle adaptée aux collectivités; un plus grand nombre de programmes de stages et d'emploi d'apprentis devraient être créés; plus de salons ruraux de l'emploi devraient être organisés afin les jeunes à accéder au marché du travail; et les collèges et universités devraient créer des programmes d'alternance travail-études dans le cadre desquels des étudiants travailleraient en milieu rural pendant un semestre.

Puisque les jeunes disent qu'ils ne sont pas entendus et qu'ils sont souvent marginalisés, les citoyens estiment qu'il est important que des mesures soient prises pour faire participer davantage les jeunes aux prises de décision à l'échelon communautaire afin de susciter chez eux un sens de l'appartenance et de l'engagement à l'égard de la collectivité. Pour ce faire, les collectivités devraient adopter une attitude plus positive envers les jeunes et les considérer comme des atouts et de futurs dirigeants communautaires. Dans ce contexte, les participants aux activités du DR recommandent que les collectivités devraient favoriser la participation des jeunes, notamment : en leur réservant des sièges aux conseils municipaux et en s'assurant que

ces représentants ont la possibilité de participer constructivement aux délibérations des conseils; en créant des comités consultatifs de jeunesse; en consacrant plus d'efforts à faire participer les jeunes à l'élaboration de programmes et de politiques visant à favoriser les arts, la culture et les loisirs; et en organisant un plus grand nombre de cérémonies communautaires de remises de prix pour jeunes ruraux afin de reconnaître leurs réalisations et leurs contributions aux collectivités rurales.

Bien que ralentir l'exode des jeunes demeure une priorité essentielle, les citoyens reconnaissent de plus en plus l'importance d'attirer davantage de nouveaux Canadiens dans les régions rurales. L'immigration est perçue comme une force potentielle de revitalisation qui peut enrichir le tissu socio-économique et culturel du Canada rural et contribuer à assurer la viabilité à long terme des collectivités rurales sur le plan des nouvelles compétences et connaissances et des nouveaux investissements. Toutefois, avant que cela se produise, il reste beaucoup de travail à faire. La grande majorité des immigrants qui viennent au Canada choisissent de s'installer dans des centres urbains. Pour attirer plus de nouveaux Canadiens, les citoyens des régions rurales estiment qu'il est important de consacrer des efforts à créer un climat vraiment convivial afin que les immigrants puissent s'intégrer pleinement à la vie communautaire. À cette fin, il est recommandé que les collectivités créent des programmes de sensibilisation et d'information axés sur le multiculturalisme dans les écoles et les centres communautaires. Les citoyens des régions rurales souhaitent également que le GC appui les collectivités en élaborant une stratégie globale en matière d'immigration pour le Canada rural. Cette stratégie devrait être doublée de programmes d'immigration axés sur la repopulation des régions rurales et la pénurie de main-d'œuvre.

2.3 Enjeux environnementaux

Bien que les enjeux environnementaux n'aient pas fait l'objet de nombreuses discussions pendant les activités du DR, plusieurs participants reconnaissent que ces enjeux doivent être pris en considération et que le développement économique doit toujours être évalué en fonction des coûts environnementaux. Les citoyens des régions rurales sont particulièrement préoccupés par la durabilité des industries primaires desquelles dépendent de nombreuses collectivités rurales. Selon une de leurs principales recommandations, les collectivités devraient évaluer la pleine valeur de leurs ressources naturelles et élaborer des plans pour les gérer efficacement. Le GC peut aider en élaborant des stratégies nationales à long terme pour la gestion responsable des industries primaires.

2.4 Approches pour le développement rural

Mis à part les trois thèmes présentés ci-dessus, une des principales questions communes soulevées par les participants au cours des quatre années d'activités du DR est le fait que le développement rural ne se fait pas en fonction de cloisonnements bien définis. D'après leur expérience, la majorité des citoyens des régions rurales croient que les stratégies de développement rural qui réussissent le mieux ne sont pas sectorielles mais globales, qu'elles demandent la participation de la collectivité toute entière et qu'elles tiennent compte de tous les aspects de la vie communautaire. Comme cela a déjà été mentionné, certains croient que de telles stratégies devraient être dirigées par les collectivités elles-mêmes et mises en œuvre en partenariat avec tous les ordres de gouvernement.

Les citoyens soulignent également que tous les ordres de gouvernement doivent reconnaître davantage que les solutions qui sont efficaces en milieu urbain souvent ne le sont pas en milieu rural. Par conséquent, si le GC souhaite répondre efficacement aux besoins des Canadiens vivant en milieu rural, il doit continuer à soutenir et à élaborer des politiques et des programmes axés particulièrement sur les régions rurales tout en répondant à leurs besoins et à leurs priorités. Les participants aux activités du DR ont cité quelques exemples de programmes ruraux ayant donné de bons résultats, dont le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et le Programme d'accès communautaire.

Outre les politiques et les programmes propres aux régions rurales, les participants aux activités du DR suggèrent que les conditions propres aux régions rurales continuent d'être prises en considération dans les politiques, les programmes et les services gouvernementaux. En dernier lieu, le GC devraient également continuer à offrir du financement et à soutenir les quatre organismes de développement régionaux et leurs groupes indépendants, comme les sociétés d'Aide au développement des collectivités, du fait que ces organisations sont situées localement et qu'elles sont bien placées pour offrir des programmes et des services sur mesure aux citoyens des régions rurales et à leurs collectivités.

3. TENDANCES PRINCIPALES

Cette section présente les tendances principales, en suivant l'évolution de certaines priorités et questions rurales. En dépit du fait que les questions soulevées par les participants différaient d'une activité et d'une région à l'autre, seuls quelques changements mineurs peuvent être observés dans leur ensemble au cours de cette période de quatre années sur laquelle porte le présent sommaire.

En d'autres termes, de 2002 à 2006, les enjeux, les priorités et les préoccupations des Canadiens vivant en milieu rural qui ont été consultés dans le cadre des activités du DR sont essentiellement les mêmes. La stabilité d'emploi, un salaire décent et l'accès aux infrastructures de bases et aux services sociaux sont des priorités durables pour tous les Canadiens vivant en milieu rural. Les citoyens des régions rurales continuent de mettre l'accent sur certains enjeux, comme le renforcement de la capacité des collectivités et l'adaptation aux changements démographiques, du fait que ces enjeux demeurent des défis de taille pour eux et pour leurs collectivités.

Au nombre des changements notables aux enjeux que les participants aux activités du DR ont soulevé de 2002 à 2006, on peut en citer trois en particulier :

- En premier lieu, les citoyens des régions rurales expriment de plus en plus leurs préoccupations en termes économiques. Ils parlent de plus en plus de diversification économique, de planification stratégique, d'attraction d'entreprises et de développement de l'entrepreneuriat, des thèmes qui reviennent souvent pendant les activités du DR en 2005 et en 2006.
- En deuxième lieu, les participants aux activités du DR soulèvent de plus en plus la de l'immigration. Bien que la réduction de l'exode des jeunes demeure un enjeu sur lequel l'attention est centrée, les récents rapports du DR ont présenté la question de l'immigration de façon plus approfondie et comprennent certaines stratégies pour encourager un plus grand nombre de nouveaux Canadiens à s'installer dans les collectivités rurales.
- En troisième lieu, citons la tendance liée à l'environnement. Comme cela a déjà été mentionné, les enjeux environnementaux reçoivent également de plus en plus d'attention pendant les activités du DR. Bien qu'elle ne soit pas une priorité majeure, la durabilité des industries primaires et les coûts environnementaux liés au développement économique préoccupent de plus en plus les citoyens des régions rurales.

4. CONCLUSION

Au cours des quatre années d'activités du DR, les citoyens des régions rurales ont soulevé une foule d'enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Au nombre des principaux défis à relever, on peut citer : la revitalisation des industries primaires; le renforcement de la diversification économique; l'apport de solutions aux défis liés à l'infrastructure; le renforcement de la capacité des collectivités; l'amélioration de l'accès à l'éducation; et l'adaptation aux effets des changements démographiques.

Afin de soutenir efficacement les collectivités à relever ces défis, les citoyens des régions rurales recommandent que le GC devrait adopter une approche globale pour le développement rural axée sur la collaboration et la participation, laquelle serait dirigée par les collectivités.

Pour obtenir plus de détails sur les enjeux soulevés par les participants aux activités du DR, on peut consulter les rapports du DR sur le site rural Web à l'adresse suivante :

http://www.rural.gc.ca/dialogue/reports_f.phtml

Pour obtenir des renseignements et des analyses socio-économiques de base sur les structures et les tendances au Canada rural, on peut consulter les éditions du *Bulletin d'analyse sur les régions rurales et petites villes du Canada* — un document conjoint publié occasionnellement par Statistique Canada et le Secrétariat rural pour le Partenariat rural canadien — sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse suivante :

<http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=21-006-X&CHROPG=1>